



La Veille d'Atout Métiers n°3 I3

2 décembre 2016

Sandrine Roussel : sandrine.roussel@atout-metierslr.fr

<http://veille-emploi-formation.atout-metierslr.fr/Main.htm?context=3>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION EN OCCITANIE	2
APPRENTISSAGE	3
EMPLOI	3
ENTREPRISES	4
FILIERE CONSTRUCTION BTP	5
FILIERE NUMERIQUE	5
FILIERE SANITAIRE ET SOCIAL	5
FORMATION CONTINUE	5
INSERTION PROFESSIONNELLE	7
SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS	9
TRAVAIL	10



Le Capitole A/BI
64 rue Alcyone • 34000 Montpellier
Tél : 04 67 13 20 80 • www.atout-metierslr.fr



ACTUALITE EMPLOI FORMATION EN OCCITANIE

L'emploi dans les industries chimiques en région Occitanie

Observatoire des industries chimiques, Novembre 2016, 27 p.

La région Occitanie compte 3,9% des salariés de la Branche (10ème rang) ; les effectifs de la région sont en augmentation (+1,79% sur le volume total des effectifs).

La région semble se caractériser par une plus forte présence d'entreprises de grande taille (plus de 500 salariés), 6% contre 2% au niveau national.

<http://www.jetravailledanslachimie.fr/wp-content/uploads/2016/11/Occitanie-Version-site-OPIC.pdf>

L'emploi intérimaire en Occitanie. Situation à fin septembre 2016

Pôle emploi LRMP, Statistiques et indicateurs, Novembre 2016, 2 p.

Variable d'ajustement en période de ralentissement ou de reprise économique, l'intérim constitue un véritable indicateur avancé de l'emploi. Déclinaison de cette parution pour les 13 départements.

http://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/actualites/en_savoir_plus/128371

Baromètre Prism' emploi Occitanie

Prism'emploi, Novembre 2016, 5 p.

Chiffres d'octobre 2016 par rapport à octobre 2015 :

Evolution des effectifs intérimaires : en octobre 2016, l'emploi intérimaire est en hausse en région Occitanie (+5,5 %). L'emploi intérimaire progresse dans les services (+12,5 %), les transports (+8,0 %), le BTP (+6,7 %) et l'industrie (+4,1 %). En revanche, il est en recul dans le commerce (-2,4 %).

L'emploi intérimaire se développe chez les ouvriers qualifiés (+13,2 %), les cadres et professions intermédiaires (+9,0 %) et les employés (+0,4 %). Mais, il baisse chez et les ouvriers non qualifiés (-1,8 %).

<http://www.prismemploi.eu/Public/En-region/Occitanie>

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Occitanie en en octobre 2016

Pôle emploi Occitanie, Direccte Occitanie, Novembre 2016, 7 p.

Cette publication permet d'appréhender les évolutions les plus récentes sur la demande d'emploi de la région. Fin octobre 2016, en Occitanie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 361 964. Ce nombre baisse de 1,4 % sur trois mois (soit - 4 967 personnes). Il est stable sur un mois et diminue de 2,8 % sur un an.

http://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/actualites/en_savoir_plus/128511

L'artisanat du BTP en Languedoc-Roussillon

Cellule Economique Bâtiment Travaux publics Languedoc-Roussillon, Novembre 2016, 4 p.

Cette note analyse l'évolution de ce secteur. En 2015, 18 002 artisans sont inscrits en tant que personnes physiques. Ce contingent progresse sur celui de l'an dernier (17 615). Même limitée, cette hausse (+2,2%) contraste avec le repli observé sur la population ne relevant pas de ce statut (-2,33%). Même si en poids relatif sur la longue période cette population voit son hégémonie écornée (78% en 1993, 56,58 % 23 ans plus tard), le contingent de 2015 est le plus élevé jamais enregistré.

<http://www.cerbtplr.fr/images/stories/RIM2015.pdf>

La conjoncture en Occitanie. Octobre 2016

Banque de France, Novembre 2016, 9 p.

[Version intégrale](#) - [Vue d'ensemble](#) – [Industrie](#) - [Services marchands](#) - [Autres](#)

<https://www.banque->

[france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Conjoncture_et_Croissance/Tendances_regionales/r76_complet.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Conjoncture_et_Croissance/Tendances_regionales/r76_complet.pdf)

Le Fongecif Midi-Pyrénées est certifié Engagement de service – Conseil en évolution professionnelle par l’Afnor Certification

Dans la dynamique impulsée par la loi du 5 mars 2014, le Fongecif Midi-Pyrénées, opérateur du conseil en évolution professionnelle (CEP) a souhaité renforcer la qualité de ses activités de service d’information, de conseil et d’accompagnement auprès de ses bénéficiaires. Il a orienté cette démarche vers une certification « Engagement de service » afin :

- de faire reconnaître la qualité et l’efficacité des services rendus aux personnes qu’il accompagne dans leur mobilité professionnelle,
 - d’engager l’organisation dans une démarche structurante pour repenser l’ensemble de ses processus de travail, s’évaluer et évoluer dans le cadre d’une politique d’amélioration continue impactant l’ensemble de l’organisation du travail pour l’ensemble des services.
- Ce travail impulsé par le conseil d’administration et déployé par la direction et l’équipe du Fongecif a abouti le 24 octobre 2016, à la délivrance de la certification REF 263 par Afnor Certification, garantissant le respect des engagements pris par le Fongecif Midi-Pyrénées auprès de ses bénéficiaires sur les activités en lien avec le CEP.

Pour plus d’informations www.fongecifmp.org, rubrique Engagement de service

APPRENTISSAGE

L’apprentissage au 31 décembre 2015

Direction de l’évaluation, de la prospective et de la performance, Les notes d’information de la DEPP, Novembre 2016, 4 p.

Au 31 décembre 2015, les centres de formation d’apprentis accueillent 405 200 apprentis, soit une stabilité par rapport à 2014 (- 0,2 %). La baisse s’atténue fortement dans l’enseignement secondaire (- 2,2 % contre - 6,7 % entre 2014 et 2015), tandis que la croissance de l’apprentissage dans l’enseignement supérieur s’accélère de façon marquée (+ 3,8 % après + 0,6 % en 2014). Le nombre d’entrées en apprentissage est en progression en 2015 (+ 1,9 %). Les entrées à l’issue de la classe de troisième augmentent de 3,1 %. Le poids de l’apprentissage parmi les 16-25 ans remonte de 0,2 point.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2016/76/7/depp-ni-2016-29-apprentissage-2015_665767.pdf

EMPLOI

PoEm : le tableau de bord des politiques de l’emploi

DARES, Novembre 2016

[PoEm](#) est le nouvel outil qui permet de diffuser des tableaux de bord et des séries longues consacrées aux politiques de l’emploi. [PoEm](#) permet d’accéder rapidement à toutes les données de suivi des dispositifs consacrés à l’emploi, à la formation professionnelle et à l’accompagnement des demandeurs d’emploi.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/tableaux-de-bord/les-politiques-d-emploi/article/les-politiques-d-emploi>

Baromètre Prism’emploi - l’emploi intérimaire en octobre 2016

PRISME, Novembre 2016, 4 p.

Tous les secteurs sont orientés à la hausse, y compris le commerce qui après 5 mois de recul, renoue ce mois-ci avec la croissance, accentuant le développement de l’intérim tertiaire (+8,4 % en octobre). En termes de qualifications, le développement de l’intérim s’appuie depuis le début d’année sur des métiers plus qualifiés. Les deux catégories professionnelles qui créent le plus d’emplois intérimaires demeurent les ouvriers qualifiés (+11,6%) et les cadres et professions intermédiaires (+8,0%). Toutefois, l’écart avec les autres catégories professionnelles tend à se réduire.

<http://www.prismemploi.eu/Public/Page-d-accueil/Presse/Communiqués-de-presse/Barometre-Prism-emploi-l-emploi-interimare-en-octobre-2016>

Le recours à l'activité réduite : déterminants et trajectoires des demandeurs d'emploi

Centre d'études de l'emploi, La Documentation française, Octobre 2016, 99 p.

Ce rapport vise à comprendre les déterminants du recours à l'activité réduite et les trajectoires des demandeurs d'emploi en activité. Au-delà de la caractérisation de ces publics, l'ambition est de mettre en évidence les facteurs qui favorisent la sortie vers un emploi durable. Aussi, l'objectif est d'interroger l'idée que l'activité réduite constitue réellement une incitation au retour à l'emploi et de vérifier si elle n'entraîne pas un enfermement dans une trajectoire précaire.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000683.pdf>

Résultats de l'observatoire TEC. 2ème trimestre 2016 : baisse des embauches

MEDEF, Novembre 2016

Principaux résultats :

- Une baisse des embauches effectives par rapport au trimestre précédent avec 490 000 recrutements dont 118 900 recrutements menés avec des difficultés (-7% par rapport au trimestre précédent)
- Un peu plus de 84 000 recrutements ont été abandonnés (-16% par rapport au trimestre précédent)

<http://www.observatoire-tec.fr/>

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en octobre 2016

Dares Indicateurs, Novembre 2016, 13 p.

Fin octobre 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 478 800. Ce nombre diminue sur trois mois de 0,8 % (soit -27 800 personnes) ; il recule de 0,3 % sur un mois (-11 700 personnes) et de 2,8 % sur un an (-101 300 personnes).

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/demandeurs-d-emploi-inscrits-a-pole-emploi-en-octobre-2016>

ENTREPRISES

L'attractivité de l'emploi dans les PME vue par les jeunes diplômés

APEC, Octobre 2016, 12 p.

Quelle perception des PME les jeunes diplômés ont-ils ? Quelle place cette catégorie d'entreprises tient-elle dans leurs projets professionnels ? Quels en sont, selon eux, les avantages et les inconvénients ? Et comment les responsables des PME les voient-ils ?

Cette étude aborde la question de l'attractivité spécifique des PME pour les jeunes diplômés par le biais d'entretiens approfondis enrichis par des éléments quantitatifs. Par le biais de la vision des PME qu'ont les jeunes diplômés, et de leurs représentations relatives au premier emploi, elle indique les leviers sur lesquels les responsables des PME pourraient agir pour rendre leurs entreprises plus attractives auprès de ce public, en tant qu'employeurs potentiels.

<https://presse.apec.fr/files/live/mounts/media/fichiers/AttractiviteemploiPMEJD.pdf>

FILIERE CONSTRUCTION BTP

Activité de l'artisanat du bâtiment : pour le 3ème trimestre consécutif l'activité progresse

Note de conjoncture Capeb, Octobre 2016, 12 p.

La reprise de l'activité est effective pour l'ensemble des corps d'État, avec une progression en volume entre 0,5 % et 2 %. Les entreprises de 10 à 20 salariés bénéficient le plus de la reprise, à +2 %

d'activité en volume contre +1 % pour les structures de moins de 10 salariés.
Même si l'emploi dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'améliore au premier trimestre 2016, il connaît un recul de 0,9 % sur un an, s'établissant à 691 134 salariés au 1er trimestre 2016 (contre 697 636 un an auparavant).

http://www.capeb.fr/media/document/capeb_noteconj_3t16_bat.pdf

FILIERE NUMERIQUE

Automatisation, numérisation et emploi - Conseil d'Orientation pour l'Emploi séance plénière du mardi 15 novembre 2016

Le Conseil a entendu Mme Chevrier, Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle, et M. Postel-Vinay, Chef de la Mission Stratégie, Direction générale des entreprises.

[Présentation C.Chevrier](#) (10 p) : L'automatisation, la numérisation et leurs impacts sur l'emploi
http://www.coe.gouv.fr/Detail-Dossier.html%3Fid_article=1347.html

Réunion de travail du mardi 22 novembre

Le Conseil a entendu Mme Diard, chef du service emploi à l'UIMM, coordinatrice de l'Observatoire de la métallurgie et M. Lamblin, directeur du département études et recherche à l'APEC.

[Présentation F.Diard](#) (28 p) : Etat des lieux à partir de l'étude prospective des besoins en emplois et en compétences dans les secteurs de la mécanique, machines et équipements

[Présentation P.Lamblin](#) (29 p) : Les métiers cadres et leurs évolutions
http://www.coe.gouv.fr/Detail-Dossier.html%3Fid_article=1348.html

FILIERE SANITAIRE ET SOCIAL

Référentiel des métiers cadres du sanitaire, social et médico-social

APEC, UNIFAF, Novembre 2016, 156 p.

L'Apec, en partenariat avec Unifaf publie ce référentiel des métiers cadres du sanitaire, social et médico-social, qui analyse 16 métiers à l'aune des enjeux de ces secteurs.

<https://recruteurs.apec.fr/Recrutement/Observatoire-de-l-emploi/Les-etudes-Apec-par-thematique/Metiers-et-competences/Les-grands-enjeux-du-secteur-sanitaire-social-et-medico-social-impactent-les-metiers-cadres>

FORMATION CONTINUE

Agefos-PME : 25e édition du baromètre Perspectives 2017 : La transformation numérique des PME

AGEFOS PME, Novembre 2016, 37 p.

Ce baromètre détaille les prévisions d'activité et d'emploi, et les pratiques de formation dans les TPE-PME. Compte tenu de l'actualité du secteur, un zoom a été réalisé sur la réforme de la formation professionnelle et ses impacts, sur le Compte personnel de formation (CPF), l'entretien professionnel ou encore la transformation digitale et ses impacts sur les activités.

En matière de formation professionnelle on observe :

- Une recrudescence du plan de formation en 2015 et en 2016, que l'on peut analyser comme un impact de la dotation TPE
- Un regain du recours à l'OPCA par les entreprises depuis la réforme.

http://www.agefos-pme-languedocroussillon.com/fileadmin/user_upload/10-Master/50-Nous-connaître/pdf/Perspectives_2017.pdf

Qualités des actions de formation en 2017 : quelle procédure et quels indicateurs mis en oeuvre par les Opcas et les Opacif ?

VONKORAD Xavier, Centre Inffo, Novembre 2016, 56 p.

Ce dossier documentaire contient : les documents de cadrage sur le décret qualité et le projet Data-

Dock, la base de données référençant les organismes de formation qui déclarent remplir les six critères de qualité, opérationnelle en janvier 2017 ; une sélection d'articles de Centre Inffo sur le sujet ; une bibliographie pour compléter la réflexion, comprenant les textes juridiques, les documents de référence, des études, des dossiers, ainsi qu'une variété d'articles.

<http://www.ressources-de-la-formation.fr/index.php?>

[lvl=cmspage&pageid=6&id_rubrique=283&opac_view=-1](http://www.ressources-de-la-formation.fr/index.php?lvl=cmspage&pageid=6&id_rubrique=283&opac_view=-1)

Chronique 114 : Le paritarisme de gestion de la formation professionnelle pris dans les enjeux politiques

LUTTRINGER Jean-Marie, Novembre 2016, 11 p.

Le paritarisme de gestion de la formation professionnelle assuré par les OPCA et les OPACIF... est en train de devenir un enjeu politique des présidentielles. Jean-Marie Luttringer met en évidence la valeur ajoutée mais également les ambiguïtés et les fragilités de ce mode de gestion de la formation professionnelle par les partenaires sociaux.

<http://www.jml->

[conseil.fr/wa_files/114_20Le_20paritarisme_20de_20gestion_20de_20la_20formation_20professionnelle_20pris_20dans_20les_20.pdf](http://www.jml-conseil.fr/wa_files/114_20Le_20paritarisme_20de_20gestion_20de_20la_20formation_20professionnelle_20pris_20dans_20les_20.pdf)

Livre blanc Formation professionnelle 3.0. Disruption, nouveaux enjeux et nouvelles pratiques

LESAGE Jérôme, Place de la formation, Octobre 2016, 20 p.

Comment répondre à la nouvelle donne du marché de la formation professionnelle ? Place de la Formation a souhaité apporter son regard sur les évolutions du marché de la formation professionnelle dans un contexte actuel de disruption sociétale, technologique et économique pour accompagner chacun des acteurs du système : entreprise, organisme de formation et OPCA. Comme la plupart des secteurs, le marché de la formation professionnelle connaît une disruption entre les pratiques historiques et les nouveaux environnements technologiques et sociétaux qui s'instaurent. Comment les professionnels RH doivent-ils réagir face à ces nouveaux enjeux et quelles nouvelles pratiques peuvent-ils adopter ?

http://images.placedelaformation.com/livre_blanc_formation/LivreBlanc2016.pdf

Organismes de formation : pour faciliter l'accès à vos certifications, structurez-les en blocs de compétences

Centre Inffo, Octobre 2016, 31 p.

Actualisation du dossier documentaire réalisé à l'occasion de la matinée d'actualité "Organismes de formation : pour faciliter l'accès à vos certifications, structurez-les en blocs de compétences" organisée par Centre Inffo le 28 juin 2016. Il contient une série de documents de références et d'articles de presse ainsi qu'une bibliographie.

http://www.ressources-de-la-formation.fr/doc_num_data.php?explnum_id=17171

La mise en oeuvre de la réforme des GRETA depuis trois ans

IGAENR, Ministère de l'Education nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, Septembre 2016, 76 p.

Les GRETA sont des groupements d'établissements publics qui s'associent pour mettre en oeuvre des actions de formation continue en direction des adultes. Dans un contexte en forte évolution, marqué à la fois par la réforme de la formation professionnelle et par la réforme territoriale, l'appareil de formation continue de l'éducation nationale connaît une profonde réorganisation : carte du réseau, métiers, pratiques de gestion, articulation avec les GIP FCIP, refonte du système d'information, etc. Ce rapport dresse le bilan de la mise en oeuvre de la réforme des GRETA depuis 2013 et pointe les défis majeurs qui restent à relever.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2016/88/7/2016-063_Rapport_GRETA_653887.pdf

INSERTION PROFESSIONNELLE

L'insertion professionnelle dans les services de l'automobile en 2015

Observatoire de l'Anfa, Autofocus, Novembre 2016, 6 p.

Résultats de cinq enquêtes conduites auprès de différents publics : entreprises ayant recours à des alternants, bénéficiaires d'une formation visant un certificat de qualification professionnelle (CQP), apprentis, lycéens et bénéficiaires d'une action de préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC).

<http://www.anfa-auto.fr/observatoire/Actualites/Actualites-2016/L-insertion-professionnelle-dans-les-services-de-l-automobile-en-2015>

ANFA : L'insertion professionnelle des CQP en 2016

Observatoire de l'Anfa, Novembre 2016, 12 p.

Comme chaque année, l'Observatoire de l'ANFA analyse l'insertion professionnelle des jeunes issus d'un Certificat de Qualification Professionnelle de la branche des services de l'automobile en contrat de professionnalisation. Pour cette interrogation 2016 des jeunes sortis de formation en 2015, l'Observatoire a contacté les 1729 jeunes ayant passé leur examen CQP. 59% ont répondu aux enquêteurs. Il en ressort que l'insertion professionnelle des jeunes issus de CQP est toujours très supérieure aux diplômés. Parmi les jeunes ne poursuivant pas leurs études, 88% d'entre eux sont en emploi 8 mois après la fin de leurs études.

<http://www.anfa-auto.fr/observatoire/Actualites/Actualites-2016/L-insertion-professionnelle-des-CQP-en-2016>

L'insertion des jeunes sur le marché du travail : l'emploi est majoritaire chez les plus diplômés, l'inactivité domine chez les non-diplômés

ALIAGA Christel, LE Jérôme, Insee, Novembre 2016, 17 p.

En moyenne sur 2013-2015, 68 % des jeunes sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans sont en emploi, 17 % au chômage et les autres sont inactifs. L'insertion des jeunes sur le marché du travail est progressive et inégale selon le niveau de diplôme. Ainsi, 82 % des jeunes sortants diplômés du supérieur sont en emploi, contre seulement 31 % des non-diplômés. Ces derniers sont plus nombreux à être inactifs (37 %). Les jeunes femmes sont plus souvent inactives que les hommes, en particulier parmi les moins diplômés.

Le taux de chômage des jeunes actifs sortis depuis 1 à 4 ans a fortement augmenté pendant la crise de 2008-2009, plus que celui des actifs présents depuis plus longtemps sur le marché du travail. Depuis, il s'est globalement stabilisé autour de 20 % pour les sortants récents alors qu'il a continué d'augmenter pour les plus anciens.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2492169?sommaire=2492313>

Les jeunes et l'enseignement supérieur : s'orienter, réussir, s'insérer

KABLA-LANGLOIS Isabelle, Insee, Novembre 2016, 17 p.

La France comptait près de 2 500 000 étudiants à la rentrée 2014-2015, effectif jamais atteint jusqu'à présent. Leur nombre devrait continuer de croître fortement au cours des dix prochaines années, porté au moins par le dynamisme démographique des élèves scolarisés dans le second degré.

Le système français d'enseignement supérieur est très diversifié et offre depuis quelques années des possibilités accrues de réorientations. Plus de six étudiants sur dix sont néanmoins inscrits à l'université, mais les inscriptions dans les formations assurées par les établissements du secteur privé ont nettement progressé depuis quinze ans.

Parmi les autres défis majeurs qui attendent l'enseignement supérieur dans les dix années à venir figurent le dynamisme, notamment démographique, des effectifs et les écarts d'accès et de niveau de diplôme selon l'origine sociale.

Clicnjob : nouvelle plateforme web pour aider les jeunes éloignés de l'emploi dans leur insertion

L'objectif de cette plateforme est de mieux accompagner vers l'emploi les jeunes en difficulté d'insertion.

Savoir utiliser les réseaux sociaux professionnels, valoriser ses compétences, connaître les possibilités de formation, préparer son entretien d'embauche... La [plateforme clicnjob](#) propose à la fois des contenus pédagogiques et des fonctionnalités permettant notamment de mieux appréhender la recherche d'emploi en ligne. Elle comporte plusieurs entrées pour :

- chercher un emploi (se mettre à la recherche d'un emploi, mobiliser ses contacts, chercher un emploi sans diplôme, trouver les offres...)
- mettre en forme sa candidature (construire son CV, faire des candidatures spontanées, préparer son entretien d'embauche, écrire ses lettres de motivation, relancer l'employeur...)
- trouver son orientation (définir son projet professionnel, faire un stage)
- choisir la bonne formation (comprendre la formation, identifier les formations...)
- maîtriser l'outil informatique (communiquer par courrier électronique, contrôler son image sur internet, utiliser le traitement de texte...).

<http://www.clicnjob.fr/>

Ecole-Entreprise : développer les relations pour l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes

Ministère de l'Éducation nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche, Novembre 2016

Présentation des différentes initiatives prises pour améliorer l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes : parcours Avenir, EPI monde professionnel, interventions de start-up innovantes sur l'orientation, missions menées par l'ONISEP (opérateur du ministère), dans le cadre de la semaine École-Entreprise.

[Chiffres clés](#) - [Le choix d'orientation donné à la famille](#) - [Des choix d'orientation réversibles jusqu'aux vacances de la Toussaint dans la voie professionnelle](#) - [500 nouvelles formations en lycées professionnels pour les métiers d'avenir](#) - [Les pôles de stages, "le réseau de ceux qui n'en ont pas"](#) - [La relation École-Entreprise](#) - [Les conseillers entreprise pour l'École](#) - [Les campus des métiers et des qualifications](#) - [Les diplômes professionnels du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#) - [La relation École-entreprise : fiche pratique](#) ...

http://www.education.gouv.fr/cid109564/ecole-entreprise-developper-les-relations-pour-l-orientation-et-l-insertion-professionnelle-des-jeunes.html#Chiffres_cles

Concertation en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes – France Stratégie

Séance 4. Les débuts de vie professionnelle : trajectoires, mobilités et acquisition de droits

France stratégie, Novembre 2016, 47 p.

www.strategie.gouv.fr/actualites/concertation-faveur-de-linsertion-professionnelle-jeunes-seance-4

Séance 3. Les dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes sont-ils efficaces ?

France stratégie, Novembre 2016, 41 p.

<http://www.strategie.gouv.fr/actualites/concertation-faveur-de-linsertion-professionnelle-jeunes-seance-3>

Séance 2. Les transitions entre la formation et l'emploi : quels sont les obstacles et facteurs de réussite ?

France stratégie, Octobre 2016, 33 p.

<http://www.strategie.gouv.fr/actualites/concertation-faveur-de-linsertion-professionnelle-jeunes-seance-2>

SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS

Marché actuel et offre de la filière minérale de construction et évaluation à échéance de 2030

Direction Générale des Entreprises, Ministère de l'économie et des finances, Novembre 2016, 341 p. Cette étude, confiée au groupement RDC Environnement – Credoc – BRGM établit un diagnostic des forces et faiblesses des différents segments de la filière, donne une vision prospective sur la base de facteurs de mutation et identifie des mesures opérationnelles permettant de soutenir et développer la filière minérale de construction.

La filière minérale est le partenaire essentiel du monde de la construction et approvisionne en matériaux ce secteur majeur de l'économie française. Elle est caractérisée par un tissu industriel bien distribué sur l'ensemble du territoire et compte près de 3 500 entreprises et 4 400 carrières, souvent implantées en milieu rural. Elle rassemble des groupes de classe mondiale, de nombreuses entreprises de taille intermédiaire (ETI) et petites et moyennes entreprises (PME) souvent familiales.

La France accueille certains des leaders mondiaux de la production de minéraux de carrière et de leur première transformation. Leurs activités hexagonales sont fortement ancrées dans les territoires et créatrices d'emplois qualifiés.

La filière emploie directement près de 67 000 personnes et fournit les produits et matières premières aux entreprises et artisans de la construction qui représentent près de 2 millions d'emplois (salariés et non-salariés), soit plus de 8 % de la population active.

[Marché actuel et offre de la filière minérale de construction et évaluation à échéance de 2030 - Rapport \(341 p\)](#)

[Marché actuel et offre de la filière minérale de construction et évaluation à échéance de 2030 - Synthèse \(30 p\)](#)

<http://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/marche-et-offre-filiere-minerale-construction>

Baromètre annuel du jeu vidéo en 2016

Syndicat national du jeu vidéo, Idate, Novembre 2016, 64 p.

Etat des lieux de la production, de l'emploi et de la situation économique et financière des entreprises en France. Les enseignements clés de la 3e édition du baromètre :

- Un effectif d'entreprises en forte croissance : 750 entreprises référencées et jusqu'à 1000 entreprises en ajoutant des micro entreprises « indées » incluant davantage d'éditeurs qu'en 2015
- Un tissu d'entreprises jeunes et dynamiques : Une vitalité entrepreneuriale reconnue avec 2/3 des studios de développement interrogés qui ont moins de 5 ans et 20 % ont plus de 10 ans
- Une industrie dominée par les activités de création de jeux vidéo : 2/3 des entreprises sont des studios de développement et les activités d'édition et de distribution se renforcent avec + 10% des entreprises françaises
- Le nombre moyen d'emplois équivalent temps plein dans les studios de développement français de moins de 100 salariés est de 12,2 au premier semestre 2016 contre 9,3 en 2015
- Les emplois sont qualifiés et durables : 58% des emplois en CDI contre 10% en CDD
- Le secteur recrute continuellement : 51% des entreprises vont recruter en 2017 et les entreprises françaises du secteur des jeux vidéo devraient créer plus de 750 emplois ETP en 2016 (équivalent à 2015).

http://www.snjv.org/wp-content/uploads/2016/11/Barometre_Annuel_du_Jeu_Video_2016.pdf

Rapport national : emploi, métiers et formations dans la filière équine

Equi-Ressources, Novembre 2016, 100 p.

L'Observatoire métiers, emploi et formation de la filière équine de l'agence [Equi-ressources](#), présente la troisième édition actualisée de son état des lieux du marché de l'emploi équin.

Les données rassemblées visent à mieux comprendre le marché de l'emploi équin, à repérer les principaux métiers, à préciser les effectifs en formations filière équine et à mettre en lumière les relations qu'entretiennent formation et emploi.

Dans cette perspective, le présent rapport aborde successivement trois thématiques : la filière équine et l'emploi - les formations aux métiers du cheval - l'adéquation emploi et formation.

http://www.equiressources.fr/fileadmin/user_upload/Rapport_national_emploi_metier_formation_equi-ressources_2016.pdf

Attractivité du métier d'enseignant. Etat des lieux et perspectives

Cnesco, Novembre 2016, 204 p.

Il ressort de ce rapport que 60 % des étudiants envisageant de devenir enseignant auraient fait ce choix avant même d'entamer leurs études supérieures.

En 2015, 25 % des admis au concours de professeur des écoles étaient salariés du public et du privé ou demandeurs d'emploi.

En fin de carrière, les salariés diplômés du supérieur (non-enseignants) gagnent presque 1 000 € nets mensuels de plus que s'ils avaient été enseignants.

<http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/11/161107-Rapport-attractivite-metier-enseignant.pdf>

Branche des géomètres : de l'état des lieux à la prospective

Observatoire des métiers des professions libérales, Novembre 2016, 40 p.

Cette étude vise à actualiser et enrichir la connaissance de la branche, identifier les évolutions actuelles et prévisibles auxquelles les entreprises devront faire face, construire des scénarios d'évolution de l'emploi et des compétences au regard des problématiques identifiées, et formuler des préconisations.

[http://www.observatoire-metiers-entreprises-](http://www.observatoire-metiers-entreprises-liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PROSPECTIVE_GEOMETRE_WEB%2011_16.pdf)

[liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PROSPECTIVE_GEOMETRE_WEB%2011_16.pdf](http://www.observatoire-metiers-entreprises-liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PROSPECTIVE_GEOMETRE_WEB%2011_16.pdf)

Cabinets de géomètres-experts, géomètres-topographes, photogrammètres et experts fonciers. Portrait de branche

Observatoire des métiers des professions libérales, Octobre 2016, 40 p.

En 2014, 1 800 établissements sont recensés dans la branche. Ils regroupent 10 940 salariés et 2 130 non-salariés (dont plus de 1 500 géomètres-experts), soit un effectif total de 13070 personnes.

La plupart des structures sont de petite taille : en moyenne, la branche compte six salariés par établissement. Un salarié sur deux travaille dans des établissements de plus de 20 salariés.

L'implantation des entreprises et la répartition géographique des salariés se caractérisent par un maillage territorial important, en particulier dans le Sud et l'Ouest de la France.

Les métiers de géomètre-expert, géomètre-topographe et autres techniciens constituent l'essentiel (plus de 70 %) des effectifs des entreprises. La composition de l'emploi est restée plutôt stable depuis 10 ans.

[https://www.observatoire-metiers-entreprises-](https://www.observatoire-metiers-entreprises-liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PORTRAIT_GEOMETRE_WEB%2010_16.pdf)

[liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PORTRAIT_GEOMETRE_WEB%2010_16.pdf](https://www.observatoire-metiers-entreprises-liberales.fr/fichiers_utilisateurs/fichiers/statistiques/SECTEUR/CDV/2016/OMPL_ETUDE_PORTRAIT_GEOMETRE_WEB%2010_16.pdf)

TRAVAIL

Éclairages sur la qualité du travail : Recherches issues de l'enquête Conditions de travail

DARES, Novembre 2016

Ce colloque a été l'occasion de faire le point sur les principaux enjeux liés aux conditions de travail et à la qualité du travail. L'objectif a été également d'interroger, dans ce contexte, les pratiques des entreprises en matière de prévention des risques professionnels et de contribuer au débat sur les politiques de prévention à conduire pour améliorer la qualité du travail.

Lors de cette journée, des chercheurs ont présenté les résultats les plus récents sur le sujet à partir

d'études quantitatives et qualitatives menées autour de l'enquête Conditions de travail.

Séance d'introduction :

[Les conditions de travail en Europe, évolutions récentes](#)

[Les conditions de travail, dispositifs d'enquête et résultats](#)

Session 1 : Changements organisationnels, précarité et santé

[Changements organisationnels et facteurs psychosociaux de risque](#)

[Les conditions de travail à l'épreuve des changements organisationnels dans le secteur hospitalier](#)

[Insécurité de l'emploi et exercice des droits dans le travail,](#)

Session 2 : Quels déterminants de la qualité du travail ?

[Sens et finalités du travail](#)

[Les salariés du secteur associatif : des conditions de travail à la satisfaction au travail](#)

Session 3 : Absentéisme et présentéisme, le rôle des conditions de travail

[Le présentéisme au travail : mesures et déterminants](#)

[Absences pour raisons de santé et lien avec les conditions de travail dans la fonction publique et le secteur privé](#)

Session 4 : La prévention des risques professionnels

[Les mesures de prévention mise en œuvre par les employeurs](#)

[La prévention des risques psychosociaux en milieu hospitalier](#)

[La participation des salariés aux changements organisationnels : un outil de prévention des risques pour la santé](#)

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/colloques-et-appels-a-projets/manifestations-et-colloques/passes/article/eclairages-sur-la-qualite-du-travail-recherches-issues-de-l-enquete-conditions>

Décrets - Loi Travail : les textes relatifs au temps de travail et aux congés publiés au J.O.

Légifrance, Novembre 2016

Les textes d'application en cliquant sur les liens :

- [ter décret du 18 novembre 2016 sur la durée du travail, les repos et les congés](#)
- [2e décret du 18 novembre 2016 sur la durée du travail, les repos et les congés](#)
- [1er décret du 18 novembre 2016 sur les congés autres que les congés payés](#)
- [2e décret du 18 novembre 2016 sur les congés autres que les congés payés](#)
- [Décret du 18 novembre 20 sur le congé de proche aidant](#)
- [Décret du 18 novembre 2016 relatif à la procédure de transmission des accords](#)

<http://www.andrh.fr/l-actualite/liste-des-actualites/decrets-loi-travail-les-textes-relatifs-au-temps-de-travail-et-aux-conges-publies-au-j.o>

Améliorer la santé au travail : l'apport du dispositif pénibilité

Portail du gouvernement, Novembre 2016, 50 p.

Dans le cadre de la mission qu'il leur avait été confiée par lettre du 20 janvier 2016, Gaby Bonnard, Pierre-Louis Bras et Jean-François Pilliard ont transmis au Premier ministre le 18 novembre 2016 la première partie de leur rapport.

Leurs travaux rappellent qu'avant d'être un dispositif de réparation permettant à ceux qui ont eu des métiers pénibles de partir plus tôt à la retraite, le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) poursuit d'abord un objectif de prévention de la pénibilité. Le rapport souligne les atouts de ce dispositif pour renforcer cet effort de prévention mais identifie également des points de vigilance et formule des recommandations pour que cet objectif soit pleinement atteint.

<http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2016/11/20161121rapportpenibilitete preventionrajout.pdf>